

Des projets essentiels pour améliorer la vie des populations vulnérables

Amérique latine et Caraïbes Près de 40% des habitants de cette région vivent dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. La coopération est indispensable pour lutter contre la précarité et favoriser l'accès à l'éducation et à la santé.

Catherine Dubouloz Chantre

Au Pérou, en Colombie et au Guatemala, des programmes éducatifs et de formation professionnelle, notamment à l'entrepreneuriat, ouvrent des perspectives d'emploi décent, en particulier aux jeunes. Au Brésil et au Mexique, des familles paysannes améliorent leurs pratiques agricoles grâce à des projets d'agroécologie, cela leur permet de commercialiser une partie de leur production et d'améliorer leurs revenus. En Amazonie et sur les hauts plateaux andins, d'autres actions contribuent à atténuer les conséquences du changement climatique, à protéger les sources d'eau et à limiter l'exode rural.

Dans douze pays d'Amérique latine et des Caraïbes, plus de 50 projets (voir l'infographie ci-dessous) portés par des organisations membres de la FGC ont ceci en commun: en partenariat étroit avec des ONG locales, ils contribuent à améliorer durablement les conditions de vie de plus de 800'000 personnes.

Indicateurs trompeurs

Certes, la région latino-américaine et caribéenne affiche des indicateurs économiques supérieurs à d'autres régions du Sud global. Mais les besoins restent immenses: en 2023, 172 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté et 66 millions dans l'extrême pauvreté, soit un total de 38% de la population, selon le Panorama social 2024 dressé par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU (CEPALC). La FAO (Food and Agriculture Organization) estime par ailleurs que 187,6 millions de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire modérée ou sévère cette même année, ce qui représente quelque 28% de la population.

Si la pauvreté a diminué dans le sous-continent au cours des dernières décennies, la pandémie de Covid-19 a marqué une rupture, entraînant une augmen-



Une femme gardienne de l'eau, bénéficiaire d'un projet de gestion durable des ressources, soutenu par emp'ACT avec l'ONG Descosur, au Pérou.

tation du nombre de personnes vivant sous le seuil de l'extrême pauvreté. Dans des pays où le travail informel représente, d'après le groupe de la Banque mondiale, jusqu'à 80% des emplois et où la protection sociale demeure faible, l'arrêt des activités induit par un confinement prolongé a privé de revenu des millions de gens.

Les impacts de la pandémie sont l'un des éléments qui compromettent l'atteinte des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Comme l'a déploré le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, le 30 juin dernier, «le Programme de développement durable à l'horizon 2030 – notre promesse de transformer le monde et de faire advenir un avenir meilleur et plus juste – vacille: deux tiers des cibles associées aux objectifs de développement risquent de ne

pas être atteintes». Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la situation est plus tendue encore: la CEPALC estime que seules 22% des cibles pourraient être atteintes en 2030; 46% progressent, mais à un rythme insuffisant, et 32% ne pourront pas être atteintes. Or les projets soutenus par les ONG membres de la FGC dans le Sud global contribuent précisément à réaliser les ODD, en particulier le premier d'entre eux: l'éradication de la pauvreté. À ses côtés, l'égalité entre les genres, la réduction des inégalités, l'éducation de qualité et le travail décent forment le quintette des buts le plus souvent visés par les projets.

Très fortes inégalités

Autre caractéristique régionale: la pauvreté est intimement liée aux inégalités, parmi les plus marquées au monde, selon le

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Elle concerne ainsi «de manière disproportionnée les femmes en âge de travailler, les enfants, les populations autochtones et afro-descendantes, ainsi que les personnes vivant dans les zones rurales», souligne la CEPALC.

Pour Aline Helg, professeure honoraire de l'Université de Genève et historienne de l'Amérique latine, «la persistance de formes de racisme et de discriminations, nées pendant la période coloniale, envers les peuples autochtones et les populations afro-descendantes ne fait aucun doute». Elle reviendra sur ces enjeux lors de la Conférence annuelle de la FGC avec ses collectivités publiques partenaires, organisée le 23 septembre prochain, consacrée aux engagements de la fédération et de ses membres dans le sous-continent.

Les projets des ONG agissent précisément auprès des communautés les plus vulnérables (lire page suivante), délaissées par les politiques publiques. C'est le cas des programmes d'éducation multiculturelle auprès de nombreux peuples autochtones, mayas, kichwas ou emberas. Et également des activités pour prévenir le recrutement d'enfants dans les groupes armés, la traite des jeunes filles et l'exploitation d'enfants dans les mines.

Last but not least, les projets contribuent à préserver la biodiversité et le climat, l'Amérique latine et les Caraïbes abritant une part importante de la biodiversité mondiale et 60% des forêts tropicales de la planète.

En favorisant à la fois la justice sociale et climatique, ils s'inscrivent ainsi pleinement dans la mission de la coopération au développement.

L'irremplaçable action des ONG



Catherine Schümperli Younossian
Secrétaire générale de la FGC

Derrière les chiffres flatteurs des indicateurs macroéconomiques, l'Amérique latine et les Caraïbes cachent une réalité beaucoup plus complexe. Certes, les pays de la région affichent des revenus nationaux par habitant honorables par rapport à d'autres zones du Sud global. Mais ces moyennes masquent l'essentiel: des millions de personnes continuent de vivre dans une pauvreté tenace, en ville comme dans les campagnes. L'extrême pauvreté, l'insécurité et les inégalités – parmi les plus élevées au monde – dessinent un visage de la région très éloigné des discours optimistes.

Pour répondre à ces défis colossaux, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion passe notamment par des partenariats solides entre des organisations genevoises membres de la FGC et leurs partenaires locaux, appuyés par les collectivités publiques et la solidarité des citoyennes et des citoyens. Car les ONG disposent d'atouts uniques: une connaissance fine des contextes, des réseaux de confiance tissés de longue date et surtout une capacité à agir là où personne d'autre ne va. Sur les hauts plateaux andins, en Amazonie menacée, dans les périphéries urbaines marginalisées, elles conçoivent des projets concrets qui changent la vie: accès à l'eau, préservation des forêts tropicales, soutien à l'agriculture durable, formations professionnelles, défense des droits humains.

Dès 2021, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a défini de nouvelles orientations géographiques dans le domaine de la coopération internationale en réorientant son action vers l'Afrique, l'Asie et l'Europe de l'Est, ne maintenant qu'une aide d'urgence en cas de catastrophe sur le continent latino-américain. Depuis 2025, le DFAE demande de plus aux ONG de travailler en adéquation avec cette stratégie. Or, si deux tiers des projets de la FGC environ s'inscrivent dans ces orientations géographiques, la fédération estime nécessaire de poursuivre ses activités en Amérique latine et dans les Caraïbes avec l'appui des collectivités publiques genevoises.

Il n'est pas seulement question de prolonger des projets efficaces: il s'agit aussi d'assurer une présence suisse dans la région, de contribuer à une coopération internationale de proximité au bénéfice des communautés concernées, de soutenir des populations qui luttent pour survivre et des partenaires capables de construire des alternatives durables. Voilà pourquoi la FGC plaide pour que la solidarité genevoise et fédérale continue à s'exprimer dans la région. Derrière chaque statistique, il y a des vies à protéger, des forêts à préserver, des droits à défendre. Et là, l'action des ONG reste irremplaçable.

Plus de 800'000 personnes bénéficiaires dans douze pays

Financement Quelque 4,8 millions de francs ont permis de financer des projets dans cette région en 2024.

En 2024, 13,5 millions de francs au total ont été consacrés aux 127 projets et programmes régionaux de développement, de partage des savoirs et d'information soumis à la FGC par ses 60 organisations membres. Des fonds publics fédéraux, du Canton de Genève, de la Ville de Genève et de 25 communes genevoises permettent leur financement et rendent les activités possibles.

Plus de la moitié des fonds ont été alloués aux interventions en Afrique (53,3%). Près de 36% ont été affectés aux projets en Amérique latine et aux Caraïbes, pour un montant de 4,8 millions de francs. L'Asie et le Moyen-Orient ont suivi en troisième position (8,4%), tandis que les 2,4% restants concernent l'information

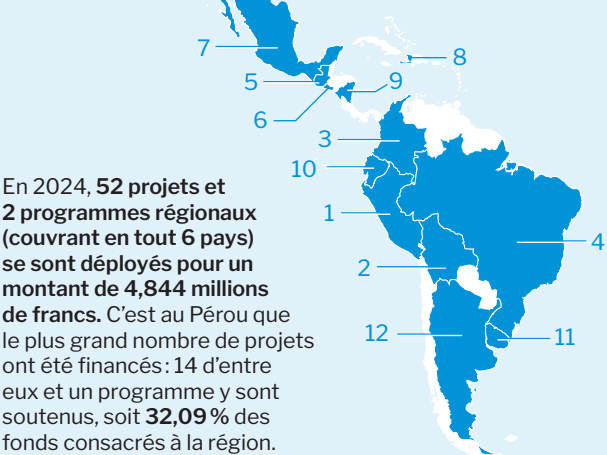
du public genevois aux enjeux de développement et le partage des savoirs à Genève.

Quelque 25 ONG membres de la FGC entretiennent des liens étroits avec la région latino-américaine et caribéenne. En 2024, 20 d'entre elles ont reçu des financements pour 52 projets spécifiques et deux plus larges programmes qui se sont déployés dans douze pays. Plus de 800'000 personnes en ont bénéficié.

Leurs objectifs? Favoriser l'accès à la santé, à la formation et à l'éducation; préserver les savoirs, traditions et terres des peuples autochtones; poursuivre la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les inégalités; freiner la destruction de l'environnement et des forêts. (CDZ)

Activités financées via la FGC en Amérique latine et aux Caraïbes

en 2024



Par pays, nombre de projets, nombre de programmes, et part du financement

1. PÉROU	14	1	32.09 %
2. BOLIVIE	6	1	11.03 %
3. COLOMBIE	7	1	10.80 %
4. BRÉSIL	5	1	9.64 %
5. GUATEMALA	4	1	9.43 %
6. SALVADOR	4	-	6.22 %
7. MEXIQUE	2	-	4.57 %
8. HAÏTI	1	1	4.11 %
9. NICARAGUA	3	-	4.08 %
10. ÉQUATEUR	3	-	4.05 %
11. URUGUAY	1	-	2.60 %
12. ARGENTINE	2	-	1.39 %

«Si j'étudie, je pourrai avoir une vie meilleure»

Droits humains Des organisations membres de la FGC témoignent des violences dont sont victimes les enfants, les femmes et les communautés autochtones en Amérique latine. Elles orientent leur aide sur du soutien psychosocial et des formations.

Priscilia Chacón

Fils d'un carrossier et d'une mère au foyer, Ariel, 16 ans, travaille dans le centre minier de Potosí, au sud de la Bolivie. «Du lundi au vendredi, je suis dans la mine de 5 h à 13 h. L'après-midi, je vais à l'école et je rentre à la maison à 20 h.» Le travail minier est très dur et dangereux, selon l'adolescent, pour qui une chose est claire: «Si j'étudie, je pourrai avoir une vie meilleure.»

La situation d'Ariel s'est déjà améliorée depuis sa rencontre avec l'association péruvienne PASOCAP, soutenue par Terre des hommes Suisse. «Avant, je travaillais seize heures par jour et parfois on me payait moins.» Jusqu'au jour où une représentante de PASOCAP est venue dans son école pour parler des droits des enfants travailleurs. «J'ai alors commencé à me défendre et j'ai obtenu qu'on respecte mon travail. Grâce à cela, j'ai aussi pu poursuivre mes études.»

Encouragement aux études

Ariel est l'un des 335 enfants et jeunes travailleurs vulnérables accompagnés par PASOCAP à Potosí. Son histoire motive l'ONG à poursuivre son action, de façon réaliste. «Il est difficile d'empêcher les adolescents de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, estime Olivier Grobet, chargé de programme pour l'Amérique latine chez Terre des hommes Suisse. En partenariat avec des écoles, nous leur offrons un suivi psychologique et les encourageons à poursuivre leurs études afin de construire un avenir plus digne.» L'ONG gère aussi une boulangerie où les jeunes peuvent se former et travailler dans un cadre protégé ainsi qu'être rémunérés correctement. L'éducation est également un des axes majeurs d'action



Traditions pour Demain
Une élève apprend la langue maya dans une école du réseau d'ACEM, partenaire local de Traditions pour Demain au Guatemala.

de Traditions pour Demain. L'ONG suisse soutient notamment un enseignement destiné aux peuples autochtones du Guatemala. «Ces populations ont été les victimes de la guerre civile qui s'est déroulée de 1960 à 1996», explique Christiane Gradis, vice-présidente de Traditions pour Demain. Malgré la signature des accords de paix de 1996, certains traitant des droits des peuples autochtones, ces derniers demeurent encore souvent exclus des politiques nationales menées

par des gouvernements dont ils sont pratiquement absents.»

Valoriser l'identité culturelle

Pour lutter contre cette discrimination, le partenaire local ACEM (Association de centres éducatifs mayas) développe dans 22 écoles rurales un enseignement multiculturel et plurilingue prodigué par des enseignants et enseignantes utilisant un matériel didactique spécifique, réalisé avec les parents d'élèves et les communautés autochtones. «Le

but de ce processus est de revaloriser l'identité culturelle des élèves pour les aider dans la construction de leur avenir», poursuit Christiane Gradis. Fin 2024, on comptait 5000 élèves dans ces écoles et 360 membres du corps enseignant ainsi formés, selon Traditions pour Demain. «La reconnaissance par le Ministère de l'éducation de cette forme d'enseignement a aussi permis d'obtenir le financement de leurs salaires», ajoute-t-elle. Pour l'ONG, des parcours

encourageants d'élèves, comme celui de Ricardo, devenu professeur à l'Université de San Carlos de Guatemala, illustrent la nécessité de mener ces actions dans ce pays.

Les femmes ciblées

En Colombie comme au Guatemala, un accord de paix ne rime pas forcément avec la fin des violences. Dans la région du Catumbó, l'une des plus touchées par un conflit interne, des affrontements continuent malgré les

accords de paix signés en 2016 avec l'un des principaux groupes armés. «Les femmes sont particulièrement en danger, utilisées comme objets sexuels et tuées par les acteurs armés. Dernièrement, le nombre de femmes de combattants prises pour cibles pour se venger de l'adversaire a considérablement augmenté», témoigne Liliana Soler Lutzelschwab, membre du comité d'Espace Femmes International (EFI) et chargée d'enseignement à l'Institut de hautes études internationales et de développement à Genève.

EFI accompagne une vingtaine d'organisations locales venant en aide entre autres aux femmes impactées par la violence physique. «Lors d'ateliers d'artisanat, des femmes parlent régulièrement de cas de viols, d'adolescentes kidnappées pour devenir esclaves sexuelles ou être enrôlées dans la guerre. Les responsables de ces groupes se sentent dépourvues», ajoute Luisa Cruz Hefti, représentante d'EFI. Le but de l'ONG est de soutenir ces femmes leaders à travers un suivi psychosocial, des formations sur leurs droits ou encore l'organisation d'activités artistiques de sensibilisation. EFI a notamment accueilli dans le foyer «Las Violetas» 200 payannes victimes de violences à Inza. Une étape reconfortante avant leur déplacement jusqu'à Bogota où elles devaient se rendre pour déposer une plainte.

Au-delà du nombre de personnes soutenues, Liliana Soler Lutzelschwab ne perd pas de vue cet objectif: «À travers les projets, nous voulons petit à petit atteindre les causes structurelles à l'origine de ces violences.» Un travail fondamental et indispensable en Amérique latine, région qui compte 14 des 25 pays avec les taux de féminicides les plus élevés au monde.

«Les peuples autochtones sont les meilleurs gardiens de la forêt»

Environnement Des communautés soutenues par la FGC utilisent leur savoir ancestral pour préserver la biodiversité d'Amérique latine.

Un territoire de près de 20'000 km², soit plus d'un tiers de la Suisse, recouvert de forêt tropicale humide. C'est ce que représente le district de Tigre, réservoir de biodiversité au nord de l'Amazonie péruvienne. La rivière pâtit depuis cinquante ans de la pollution engendrée par l'exploitation pétrolière. Huit mille autochtones Kichwa, subsistant grâce à la chasse et la pêche, dépendent de cet environnement.

Ce lien privilégié avec la nature est aussi leur force, constate Aurélien Stoll, secrétaire général du Mouvement pour la coopération internationale (MCI): «Leur spiritualité est associée à leur territoire. C'est une motivation forte pour le protéger. Grâce à leurs traditions, les peuples autochtones sont les meilleurs gardiens de la forêt et de la biodiversité». Un savoir ancestral qui a cependant besoin d'être soutenu. Dans le district, des vil-

lages se sont unis pour défendre leurs intérêts. Le MCI forme les dirigeants qui dialoguent avec les autorités péruviennes afin qu'elles financent le nettoyage des sites pollués, des infrastructures scolaires et sanitaires ainsi que des accès à l'eau potable dans cette région très pauvre. Onze représentants autochtones ont aussi été équipés pour documenter et dénoncer les activités illégales sur le territoire. «Après quinze ans de mobilisation, les premières écoles et centres de santé voient le jour», note Aurélien Stoll.

Pour une eau publique

La formation au plaidoyer est aussi une stratégie adoptée par l'association emp'ACT en Colombie. L'enjeu est différent: des populations rurales isolées veulent préserver leurs aqueducs communautaires – issus de pratiques ancestrales – qui offrent l'accès



MCI
Un surveillant écologique documente le niveau de pollution de l'eau, en Amazonie péruvienne.

à une eau potable gratuite. «Actuellement, l'État pourrait les taxer ou les privatiser. En Colombie, de plus en plus de sources d'eau sont accaparées par l'industrie minière et de grandes entreprises agricoles», explique Sandra Ernesto, chargée de projets

pour emp'ACT. Une lueur d'espoir toutefois: un projet de loi nationale, défendu par ces communautés autochtones, pourrait inscrire l'eau comme droit humain dans la Constitution et reconnaître la gestion communautaire des aqueducs.

En collaboration avec une université colombienne, des outils de mesure tels des kits d'analyse et des filtres simples à utiliser ont pu être construits. «Cela leur permet de se protéger des eaux contaminées et de fournir des preuves lors de procès contre les pollueurs.» Le soutien demeure nécessaire: «Si on retire notre aide avant d'avoir créé des institutions durables, tout le travail réalisé sera perdu», estime Sandra Ernesto.

Régénérer les terres

Une vision à long terme partagée par l'association E-CHANGER. Avec le Mouvement des travailleurs sans terre (MST), elle ambitionne de planter 100 millions d'arbres au Brésil d'ici à 2030. «Vingt-cinq millions d'arbres ont été plantés et 15'000 hectares ont été reboisés entre 2020 et 2024», atteste Marie Claire Peytrignet, chargée de programme pour le Brésil et la Bolivie

au sein d'E-CHANGER. Un objectif qui fait sens face à une déforestation de l'Amazonie «dont les derniers chiffres montrent une augmentation en 2025».

Mais le but du MST est avant tout de régénérer des terres dévastées par les monocultures grâce à l'agroforesterie. Cette méthode facilite la production d'aliments sains par et pour des familles paysannes. Défi restant: de nombreux agriculteurs et agricultrices utilisent encore les techniques conventionnelles, l'agroécologie étant longue à mettre en place. Cependant le soutien de Barbara Loureiro, ingénieure forestière et coopérante soutenue par E-CHANGER, «permet de renforcer ce projet et ses chances de réussite». «La protection de ce poumon du monde est fondamentale. Et elle passe par le soutien aux organisations locales.»

Priscilia Chacón